



LE BLOC-NOTES

Ivan Rioufol
 irioufol@lefigaro.fr
 blog.lefigaro.fr/rioufol

Vers une révolution conservatrice-libérale

Deux ans de hollandisme ont aidé à ouvrir les yeux sur la fin des utopies. Le chef de l'État voulait « réenchanter le rêve français » ; il en a fait un cauchemar. Les courbes qui grimpent, indomptables, sont celles de l'endettement, du chômage, de la violence, du communautarisme, de la désespérance. « *Le retournement économique arrive* », prédit celui qui avait déjà annoncé la baisse des déficits et des demandeurs d'emploi pour 2013. Le président voit ce qu'il croit. Il l'a confirmé, mardi, au micro de Jean-Jacques Bourdin (RMC-BFMTV) : « *J'ai remis la France en marche.* » Mais les Français sont comme saint Thomas :

ils ne croient que ce qu'ils voient. Cette révolution des Ceillères, ainsi nommée ici (1) pour désigner la victoire par KO des réalités sur les croyances, engrange la puissance d'un tsunami.

Trop de mensonges officiels et d'endoctrinements ont rendu la société civile allergique aux discours autorisés. Non contente de remettre en cause les vertus de l'immigration et de la non-discrimination, la France silencieuse déboitonne le totem de l'État-providence, devant qui tous les dirigeants se prosternent. Un sondage Ifop, publié mardi par *L'Opinion*, confirme la conversion pragmatique des citoyens au libéralisme, à rebours d'une propagande ayant fait du mot un épouvantail. Jacques Chirac le comparait au communisme, voyant dans les deux systèmes « *une perversion de la pensée humaine* ». Jean-François Copé avouait récemment : « *Libéralisme, j'aime pas trop le terme.* » Les Français n'ont pas ces réserves. Ils sont les vrais réformateurs.

L'égalité était le socle historique de l'esprit français ; désormais, la liberté devient la valeur dominante (48 %, 34 % pour l'égalité, 18 % pour la fraternité). Claude Bartolone (PS) assure (*Le Figaro*, lundi) que son parti entend « sacréaliser » le modèle social issu du Conseil national de la résistance. Mais seuls 26 % des sondés soutiennent cet édifice qui s'écroule. A contrario, 96 % plébiscitent l'initiative et l'autonomie. Plus surprenant encore dans cette « *obsession antilibérale française* » (2), partagée par la plupart des hommes politiques : 31 % des sondés (43 % parmi les 18-24 ans) se disent prêts à sortir du système de la Sécurité sociale au profit d'assurances privées, alors que le débat sur cette option se heurte aux interdits dogmatiques.

Les Français aspirent au conservatisme des valeurs et au libéralisme des esprits. Ces réponses complémentaires s'imposent à une société confrontée aux désastres du relativisme culturel et de l'égalitarisme forcené. L'arasement et l'indifférenciation, enfants monstrueux de ces idéologies

en perdition, ont les traits d'une société totalitaire. Pourtant cette observation, souvent faite ici, attend toujours sa réponse politique. Certes, le PS a perdu, culturellement et économiquement, la bataille des idées folles. Pour autant, aucun autre parti n'est encore capable de s'ouvrir à cette double aspiration, faussement perçue parfois comme contradictoire. L'UMP, engoncée dans ses vieux habits, effleure trop prudemment les deux sujets. Quant au FN, il sacrifie son analyse du malaise identitaire à la promotion d'un archaïque marxisme qui le rapproche de l'extrême gauche.

« Rien à perdre »

C'est auprès des Français que la solution au désendettement de l'État est à rechercher. Les citoyens ont les réponses que n'osent formuler leurs dirigeants. Selon un sondage (BVA), 73 % approuveraient la réduction du nombre des fonctionnaires, 59 % la baisse des dépenses maladie, 51 % le gel des prestations sociales. Or le gouvernement, qui répète vouloir préserver le modèle social, s'interdit ces solutions. Il est admis que le plan de relance de Manuel Valls, complaisamment encouragé par les centristes Yves Jégo (UDI) et François Bayrou (MoDem), ne suffira pas à réduire les dépenses publiques. Il est donc vain d'espérer pour 2015 un déficit ramené à 3 % du PIB, comme s'y est engagé Michel Sapin. Il est vrai que le ministre avait déjà promis, avec le même bagout de vendeur de camelote, la baisse du chômage pour 2013. Reste que la prévision d'un déficit français ramené lundi par la Commission européenne de 3,9 % à 3,4 % en 2015, en regard des prétendues économies, n'est guère plus crédible. Cette bienveillance laisse deviner une possible connivence électorale entre Paris et Bruxelles, dans le but d'améliorer les bilans avant le 25 mai. « *Je n'ai rien à perdre* », a reconnu Hollande lors de son entretien. Sa popularité ne peut, en effet, descendre beaucoup plus bas. Faut-il comprendre que le président

serait prêt à lancer la vraie réforme de l'État-providence ? En optant plutôt pour la réforme territoriale, infaisable dans le délai promis d'un an, il a choisi de ne rien faire...

Respectable nationalisme

L'entêtement des faits à contredire les slogans oblige les politiques à abandonner leur pilotage automatique pour s'adapter aux évidences. Quand, sur l'Europe, Alain Juppé, jamais avare d'un cliché, se réclame (*Le Monde*, mardi) de la réflexion de François Mitterrand : « *Le nationalisme, c'est la guerre* », il persiste à rendre suspects ceux qui s'inquiètent des affaiblissements de la nation et du mépris qui lui est porté par les européistes. Un réflexe pavlovien qualifié de « fascistes » ou de « populistes » de respectables sentiments patriotiques, tandis que la même pensée lisse ne trouve rien à redire à l'universalisme et à ses risques. Or les réalités le montrent : ce n'est pas le nationalisme qui est le danger, mais le multiculturalisme qui déchire les nations, oppose les communautés, alimente l'insécurité (Paris compte 100 agressions par jour). Pierre-André Taguieff, analysant « *l'antilepnisme ordinaire* » (1), remarque : « *Diaboliser la nation comme telle, c'est diaboliser par contiguïté la démocratie telle qu'elle s'est redéfinie à l'âge moderne, sur la base de la souveraineté du peuple, de l'indépendance nationale et de la séparation des pouvoirs.* » Non, le nationalisme n'est pas, forcément, une tare.

Ridicule prétention

Quoi d'autre ? La ridicule prétention de l'État en faillite à donner des leçons de bonne gestion aux grands patrons (à celui d'Alstom ces jours-ci). Les ministres, et singulièrement Arnaud Montebourg, ignorent ce qu'est une entreprise.

100 000 citations et proverbes sur evene.fr

ENTRE GUILLEMETS



La France a commémoré le 8 mai 1945.

F. BOUCHON/LE FIGARO

De Gaulle

La guerre est gagnée. Voici la victoire. C'est la victoire des nations unies et c'est la victoire de la France

(1) Bloc-notes du 31 mai 2013.
 (2) Nicolas Lecaussin, Éditions Libréchange.
 (3) « Du diable en politique », CNRS Éditions